Première Année. N° 1 — 5 Décembre 1925

LA NOUVELLE REVUE SOCIALISTE

REVUE MENSUELLE DU MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE :

Le Numéro - 160 pages - 3 Fr. 50

PARIS — 9, Rue de la Poterie (1er)

L'INTERNATIONALE ET SON CONGRÈS DE MARSEILLE

I. — DE HAMBOURG A MARSEILLE

Après la rupture de l'unité socialiste internationale pendant la guerre, les infructueuses tentatives de la refaire après le cataclysme — de la Conférence de Berne en février 1919 à la Conférence de Lucerne en l'été de 1920 — après les efforts, rendus vains par Moscou, de « reconstruire » autour de la Révolution russe une nouvelle Internationale; la création en février 1921 de l'« Union des Partis socialistes », de Vienne, à côté de la « Deuxième Internationale » et de l'Internationale communiste; après la dernière et stérile réunion de ces trois formations internationales à Berlin en avril 1922, la « plus grande unité possible » du mouvement ouvrier et socialiste universel fut enfin reconstituée en juin 1923 à Hambourg.

A ce Congrès où fut refaite par la fusion de la « II[e] Internationale » et de l'« Union de Vienne », l'« *Internationale ouvrière et socialiste* », participaient avec tous les grands partis socialistes et prolétariens de l'Europe occidentale, septentrionale et centrale — Angleterre, France, Belgique, Hollande, Danemark, Suède, Allemagne, Tchéco-Slovaquie, Autriche — l'ensemble des groupements socialistes d'Europe et d'Amérique.

En dehors des éléments très spéciaux groupés autour de Moscou — de plus en plus décimés par les exclusions et les scissions, réduits à n'être plus partout que des filiales sans originalité ethnique, sans liberté de pensée et d'action du « Commitern » moscovite — il n'y a plus guère en Europe que deux partis de quelque importance, demurés en dehors de

la nouvelle « Catholicité socialiste » reconstituée : le Parti socialiste suisse et le Parti socialiste maximaliste italien (1).

Reconstituée à Hambourg, l'Internationale socialiste, dont le centre avait été fixé à Londres, a développé, au cours des deux premières années de sa nouvelle existence, une activité croissante, suivant sans cesse de plus près les grands événements de la politique mondiale, s'efforçant d'exercer sur eux, par l'action concertée de ses organisations, par l'entente avec l'Internationale syndicale d'Amsterdam, le maximum d'influence possible.

Le remarquable « Rapport sur la période du 23 mai 1923 au 30 juin 1925 », présenté au Congrès de Marseille par le Secrétariat de l'I.O.S. (2) donne bien, encore qu'il s'en défende modestement, une idée exacte de la grandeur de l'Internationale ouvrière socialiste et de l'étendue de son action dans toutes les questions politiques et économiques vitales pour la classe ouvrière. Il rappelle tout d'abord ses principes fondamentaux adoptés à Hambourg, et notamment ces deux affirmations essentielles que « l'I.O.S. ne peut être une réalité vivante que dans la mesure où ses décisions dans toutes les questions internationiales *sont obligatoires pour tous les éléments qui la composent : toute décision de l'organisation internationale représente donc une limitation volontairement acceptée de l'autonomie des partis de chaque pays.* » Et, d'autre part — affirmation particulièrement utile après les tristes carences de 1914 à 1918 — « *l'I.O.S. n'est pas seulement un instrument en vue des tâches de la paix mais un instrument également indispensable pendant toute la guerre. Dans les conflits entre nations les partis adhérents reconnaissent en ce qui les concerne l'I.O.E. pour instance suprême* ».

Le Secrétariat de l'Internanatiole retrace ensuite le tableau

---

(1) *Il faudrait* ajouter le Parti Ouvrier Norvégien, un des rares partis nationaux passés en 1920 à Moscou, dans sa quasi totalité et qui a récemment rompu complètement avec lui. Avec le parti maximaliste d'Italie et de petits groupements similaires d'Allemagne, de France, de Tchéco-Slovaquie et de Suède, ils s'efforcent de constituer ce qu'on appelle plaisamment « l'Internationale Deux trois quarts ». Ce n'est certes pas leur faire tort que de dire de ces éléments, d'ailleurs sincères et honnêtes, qu'ils ne représentent au total que de très minimes contingents, dont le retour à l'Internationale Ouvrière et Socialiste paraît devoir s'effectuer en fin de compte. Déjà le « parti communiste indépendant » de Suède, avec Hoglünd, vient de donner le signal du retour à la « vieille maison ». Nous ne croyons pas être prophètes téméraires en prévoyant que le Parti Socialiste Suisse suivra bientôt l'exemple donné par les Suédois.

(2) *Rapport sur la période du 23 mai 1923 au 30 juin 1925 soumis au Deuxième Congrès de l'Internationale Ouvrière Socialiste*, par le Secrétariat de l'I. O. S., édition française publiée par l'Imprimerie Coopérative Lucifer, Bruxelles.

de son activité multiple depuis Hambourg. A tous ceux qui ont suivi depuis quelque trente années l'action internationale du Socialisme et, plus particulièrement, le fonctionnement de l'Internationale d'avant-guerre, il est impossible de ne pas être frappé — et très favorablement impressionné, par la multiplidité des réunions et conférences, par la collaboration sans cesse plus étroite des grands partis prolétariens d'Europe, par le resserrement des liens entre eux et par conséquent l'efficacité sans cesse plus grande des actions communes poursuivies pour le maintien de la paix du monde, pour la défense des libertés conquises et la bataille contre la réaction dans l'ensemble de la lutte entre la Révolution et la Contre-Révolution.

Tandis que le « Bureau International » d'avant 1914 se réunissait, tout au plus, tous les huit à neuf mois, le « Comité Exécutif » constitué à Hambourg n'a pas tenu en deux ans moins de sept réunions — à *Hambourg* en mai 1923, à *Luxembourg*, en février 1924; à *Vienne*, en juin 1924; à *Londres*, en septembre 1924; à *Bruxelles* en janvier 1925; à *Paris*, en mai 1925; à *Marseille*, en août 1925.

Le rappel de ses délibérations montre avec quel soin vigilant il a suivi tous les événements de la vie internationale. Tous les grands problèmes politiques et économiques de l'heure présente ont été débattus au cours de ses séances. Qu'il s'agisse de la défense et de la consolidation de la journée de huit heures; du problème des réparations et de l'occupation de la Ruhr; des problèmes d'Orient tels que la revendication de la Géorgie écrasée par l'éternel impérialisme panslaviste — sous sa nouvelle incarnation bolchévique — ou de la défense des socialistes mencheviks ou socialo-révolutionnaires, emprisonnés en Russie par la même tyrannie; des atrocités sans nom commises contre les ouvriers et paysans bulgares par le sanglant régime de Tsankoff; de la lutte contre la réaction internationale, et notamment contre les abjects régimes de Mussolini en Italie et de Horthy en Hongrie; de la guerre à la guerre et de tous les problèmes — protocole, pacte de garantie — soulevés par les délibérations de la Société des Nations.

Chacune de ces questions a été examinée et l'unité d'action du Socialisme International bien établie, au cours de réunions qui se sont poursuivies à travers l'Europe dans une remarquable atmosphère de confiance mutuelle, dans une fraternelle collaboration des principaux militants du socialisme universel.

On peut dire que la consolidation croissante de nos forces, que l'harmonie toujours plus grande de notre action, dont le Congrès de Marseille fut l'aboutissant, sont dues dans une très

large mesure, à l'action féconde du secrétariat, confiée par le Congrès de Hambourg à Fritz Adler, jusque-là secrétaire de « l'Union de Vienne » et à Tom Shaw, précédemment secrétaire de la Deuxième Internationale ».

Tom Shaw en fut, à vrai dire, assez longtemps éloigné au cours de l'année 1924 par sa présence dans le gouvernement travailliste et depuis il s'en est retiré définitivement pour se consacrer au Secrétariat de la Fédération Internationale du Textile, qu'il a déjà occupé avec distinction pendant de longues années.

C'est donc surtout à l'action personnelle de Fritz Adler ayant hérité d'un père glorieux ces qualités politiques incomparables qui permirent jadis à Victor Adler de créer une si puissante harmonie prolétarienne dans le chaos cahotique de l'ancienne Autriche — c'est aussi à sa haute culture théorique, à son indéfectible attachement aux principes du marxisme révolutionnaire — caractéristique d'ailleurs de toute la Sociale-Démocratie autrichienne et qui font de ce grand parti d'un petit pays peut-être le plus beau fleuron de la couronne de l'Internationale; c'est au souci fervent de Fritz Adler de suivre pas à pas et de comprendre tous les aspects variés de la lutte prolétarienne à travers le monde, et en même temps, en dépit des diversités ethniques et historiques, de chaque pays, d'unifier sans cesse davantage le mouvement international sur les bases théoriques et pratiques du socialisme modernes, que l'on doit les progrès d'ores et déjà réalisés par l'Internationale.

On en trouve une expression particulièrement heureuse, encore qu'insuffisamment connue des masses, dans les différents manifestes adressés par le Secrétariat aux travailleurs de tous les pays, à l'occasion des 1er mai 1924 et 1925, pour le dixième anniversaire de la guerre en juillet 1924, lors du soixantième anniversaire de la Première Internationale, en septembre 1924; à propos du plan Dawes, ou à l'occasion de la mort de Matteoti.

Tous ces documents sont d'une haute tenue doctrinale et d'un bel accent socialiste. On peut même dire qu'à ce double point de vue ils sont supérieurs à la plupart des résolutions que devait voter le Congrès International lui-même.

II. — LE PROBLÈME DU SIÈGE ET L'ŒUVRE D'ORGANISATION

Depuis que le cataclysme de la guerre mondiale a chassé de son ancien siège de la Maison du Peuple de Bruxelles, le

« G. Q. G. » de l'Internationale, celle-ci n'a pas trouvé encore son centre — définitif — de gravité. Porté simultanément à Londres et à Vienne, sur d'autres points encore du continent européen, à Hambourg, il avait été en fin de compte fixé à Londres par une majorité des deux tiers environ des voix du nouveau Comité Exécutif, avec le secrétariat « bicéphale » de Fritz Adler et de Tom Shaw.

Dans son dévouement ardent pour l'Internationale, Adler n'hésita pas à quitter son pays où il est l'un des « leaders » les plus aimé et les plus écouté de la Sociale-Démocratie, sa famille, ses habitudes, ses travaux scientifiques, pour aller vivre pendant deux ans à Londres dans ce milieu britannique, à maints égards si intéressant, si vivant, où s'est développé au cours de ses vingt dernières années un des mouvements politiques ouvriers les plus puissants du monde. Mais aussi milieu insulaire, particulariste, auquel s'adaptent si difficilement, du moins de nos jours la plupart des « Continentaux » (1).

Un immense effort a été poursuivi incontestablement au cours de ces dix dernières années par le mouvement britannique pour s'adapter aux conceptions, au rythme du mouvement universel de la classe ouvrière, pour « penser internationalement ». Malgré cela le mouvement ouvrier et socialiste anglais demeure encore très particulier, ne comprenant souvent pas l'état d'esprit, les préoccupations des socialistes du continent. A l'épreuve de l'expérience, il est apparu que placé à Londres le centre de l'Internationale entrait plus difficilement, ne relations avec les autres parties de l'Internationale que s'il avait été placé sur le continent.

Cependant, par ailleurs, de grandes sections, de grands partis prolétariens, notamment ceux d'Allemagne, de Suède, de Hollande insistaient sur l'intérêt qu'il y avait à laisser le siège de l'Internationale en contact direct avec le pays dont la classe ouvrière possède l'influence la plus décisive dans le domaine de la politique mondiale, peut peser du poids le plus lourd en face des forces de la Réaction et du Capitalisme.

Au cours des trois journées où le Comité Exécutif siégea à Marseille avant la réunion du Congrès lui-même, de longues heures furent consacrées à l'examen de ce problème et des sug-

(1) Et c'est pourtant à Londres, cette « mère des exilés », que véeurent si longtemps, au cours du siècle dernier, Marx et Engels, W. Liebknecht et Herzen, Edouard Vaillant et tous les réfugiés de la Commune. Et, plus tard, Edouard Bernstein, Metteler et les victimes des lois Bismarckiennes — qui furent des grands admirateurs de l'Angleterre et de sa classe ouvrière.

gestions diverses apportées par les dfférentes sections, quant aux siègs possibles du Secrétariat.

Bruxelles, l'ancien siège d'avant la guerre, *Vienne* où avait été placé la « Deuxième et demi », *la Suisse*, que sa situation géographique place vraiment au centre de l'Europe et où on pourrait observer de près et agir sur la Société des Nations, furent tour à tour opposés à Londres.

Malgré tout l'assemblée demeurait indécise, par-dessus tout préoccupée de ne pas blesser les légitimes susceptibilités du grand et noble prolétariat britannique. C'est lui-même qui avec beaucoup de générosité et un sens aigu de l'intérêt général du mouvement, vint par la bouche de Henderson et de Clifford Allen déclarer qu'il acceptait le transfert du siège, sur le continent. Mais alors où devait-on le placer?

La plus grande objection faite au choix de la Suisse était basée sur l'isolement quelque peu boudeur dans lequel, depuis la fusion de Hambourg, était resté le Parti Socialiste helvétique, demeuré à l'écart de l'Internationale, malgré tant de liens de sympathie qui continuaient entre ses membres et les grands partis socialistes limitrophes d'Allemagne, de France, d'Autriche et d'Italie. Comment le siège de l'Internationale pouvait-il être placé dans un des rares pays du monde où l'Internationale n'avait pas de section adhérente? Le Comité Exécutif estima sagement que ce n'était pas là une objection dirimante et qu'au reste la force attractive de l'Internationale et en particulier l'action de son secrétaire Fritz Adler, sur le mouvement socialiste suisse pouvaient être suffisantes pour que cette situation anormale ne se prolongea pas très longtemps.

Le siège de l'Internationale fut donc fixé à Zurich, où il sera installé au 1er décembre prochain (1). En même temps, ce transfert en Suisse permettait de conserver au Secrétariat, Fritz Adler, animateur si prestigieux, guide intellectuel et moral si sûr, qui consentit, dans ces conditions nouvelles, à reprendre sa démission, assuré qu'il était maintenant de se trouver — relativement — à proximité de son milieu autrichien, de son pays, de son parti et des siens.

Le Congrès entérina ces nouvelles dispositions par le vote de la résoltion suivante proposée par Henderson :

Par suite de la démission des deux secrétaires de l'I. O. S. qui furent élus au congrès de Hambourg, les camarades Shaw et Adler, l'exécutif s'est vu dans la nécessité d'examiner avant tout cette

(1) Le siège nouveau est placé 41 Stockerstrasse Zurich II.

question si importante pour le fonctionnement de notre organisation Après une discussion de deux jours, nous sommes heureux d'avoir pu aboutir à une solution absolument unanime.

Malheureusement, il n'a pas été possible de retenir, pour l'avenir, les services du camarade Shaw pour l'œuvre de l'Internationale, et l'Exécutif en a exprimé son regret en votant la résolution suivante : « Le Comité exécutif de l'I. O. S, constate avec le plus grand regret que les circonstances rendent impossible à l'Internationale de conserver les services de Tom Shaw en qualité de secrétaire de l'Internationale. Il exprime sa grande appréciation des services loyaux et dévoués qu'il a rendus à la cause des travailleurs et est heureux de savoir qu'il continuera de se consacrer à la cause de la solidarité internationale du prolétariat, en sa qualité de secrétaire de l'Organisation internationale du textile. »

Ce Congrès tout entier s'associe à cette manifestation de gratitude et d'amitié pour Tom Shaw.

L'Exécutif s'est efforcé de tous ses moyens de retenir au moins les services de l'un des secrétaires qui ont dirigé notre œuvre avec tant de utcès. Après examen de plusieurs propositions, il est tombé d'accord pour reconnaître que le maintien de la continuité du travail aurait la plus haute valeur pour le progrès de l'Internationale. Etant donné qu'à notre regret à tous, il est, pour des raisons de famille, impossible pour Adler de rester à Londres, j'ai, en conclusion des débats, proposé, au nom de la délégation anglaise, que le siège du secrétariat soit *transféré en Suisse*, et cela, en vue de nous permettre de retenir les services d'Adler. Nous sommes heureux de vous faire savoir que, s'inclinant devant l'expression unanime de confiance de tous les partis de l'Internationale, Adler s'est déclaré prêt à continuer de remplir les fonctions de secrétaire.

III. — L'ORGANISATION MORALE ET MATÉRIELLE DU CONGRÈS

L'organsiation matérielle du Congrès, — confiée par la C. A. P. du Parti Socialiste de France à la Fédération des Bouches-du-Rhône, dont le secrétaire est Léon Bon, premier adjoint au maire de Marseille — a été justement louée : les commodités mises à la disposition des délégués, tout ce qui fut fait pour rendre le séjour de la belle cité phocéenne agréable à ses hôtes internationaux. Le vaste Palais Colonial, où avaient été installé les Assises de l'Internationale, était spacieux, confortable. Une tribune la dominait, qui avait été ornée avec beaucoup de goût, où se dressait au milieu de la verdure un buste de Jaurès — d'ailleurs peu ressemblant, — tandis qu'un peu plus bas avait été placé un portrait de Marx.

Notre excellent camarade anglais, Fenner Brockway, en plusieurs articles alertes et parfois un peu narquois, publiés par le *New Leader* (1), a fait entendre cependant quelques critiques.

---

(1) Et dont le *Combat Social*, organe de la Fédération de la Seine, donna la traduction.

Dans son immensité, la salle du Congrès lui apparut d'abord comme « un désert, où aucune voix humaine ne pourrait se faire entendre ». A l'expérience, Brockway admet que l'acoustique du Congrès était moins de nature à susciter les plaintes de nos camarades de l'I. L. P. que le « modérantisme, la phobie des bolcheviks et la préoccupation excessive de la « stratégie du pouvoir » qu'il découvrait chez quelques-uns des principaux « leaders » de l'Internationale. Et de cela certes, il ne pouvait rendre cet excellent Bon responsable..

J'ajouterai pour ma part que j'ai surtout regretté que nos camarades de la Fédération des Bouches-du-Rhône n'aient pas davantage tiré avantage pour la propagande socialiste régionale — non seulement à Marseille, mais pour tous les centres du département, du Gard et du Var — de la présence dans leurs murs d'une incomparable élite de militants socialistes de l'Europe entière.

Quel contraste avec les précédentes conférences de Hambourg, de Vienne, de Bruxelles où par dizaines de milliers on avait appelé la classe ouvrière à venir entendre les militants socialistes de tous les pays — dont on avait l'avantage de pouvoir disposer — avantage que peut-être Marseille ne retrouvera pas avant une autre génération! Vraiment, nous étions trop peu en contact avec les masses.

Les Anglais, les Allemands et en général tous les Septentrionaux craignaient beaucoup la chaleur d'un mois d'août à Marseille. A cet égard, le Congrès n'eut certes pas à se plaindre, la fraîcheur de la Méditerrannée ne cessa de rendre la température parfaitement supportable, au cours de discussions souvent ardentes et passionnées, tout au moins dans les commissions.

Comme dans tous les Congrès internationaux le problème le plus difficile fut de concentrer l'attention des délégués, au cours de séances où l'émission successive en trois langues de chaque discours, est souvent fastidieuse.

Un progrès important a été cependant réalisé, représentant une grande économie de temps : généralement on donnait la traduction anglaise dans une salle à part, tandis que dans la plus grande se faisait la traduction française et allemande.

Comme d'ordinaire les discussions, de beaucoup les plus importantes et les plus ardentes, eurent lieu dans les Commissions, consacrées aux grands problèmes qui étaient à l'ordre du jour du Congrès : *Les huit heures et la Convention de Washington; le Chômage; le Socialisme et la Paix; les Problèmes de l'Europe Orientale.*

Il faut souhaiter que dans les futurs Congrès, on donne davantage un emploi du temps utile à l'ensemble des délégués pendant les réunions de commissions. Beaucoup d'entre eux se trouvent désœuvrés et un peu perdus dans une ville étrangère, pendant que les seuls membres des commissions poursuivent leurs travaux laborieux. Il serait à souhaiter que sous une forme ou une autre tous les Congressistes fussent intéressés et appelés à suivre ces importants travaux préparatoires aux décisions de l'Internationale.

Naturellement pour tous ceux des délégués qui connaissent au moins une langue étrangère — et même pour les autres — les Congrès internationaux ont une incomparable valeur d'éducation internationaliste, rien ne permet si bien aux militants de tous les pays de se rencontrer, d'échanger leurs points de vue, de se documenter sur les choses et les hommes des autres pays, de se comprendre et de s'aimer. Paul Lafargue avait coutume de dire que c'était là un résultat des Congrès internationaux beaucoup plus importants que toutes leurs délibérations et que les résolutions mêmes qu'ils pouvaient adopter...

Encore que l'importance pratique, que les résultats concrets des Congrès internationaux s'accroissent sans cesse davantage avec la puissance accrue de la classe ouvrière dans les principales grandes collectivités humaines, ces grandes assemblées internationales conservent cette valeur éducative comme l'avait souligné Paul Lafargue. Il serait seulement à souhaiter que cette prise de contact, ces relations personnelles entre délégués des différents pays fussent organisées, et qu'en particulier pour les faciliter on se préoccupât davantage dans chaque pays de déléguer des camarades polyglottes capables de servir d'interprètes, donc de liens, entre les militants désireux de davantage se connaître.

IV. — LE RAYON D'ACTION DE L'INTERNATIONALE

Au reste la valeur représentative de ce Congrès ne le cédait en rien à ceux qui l'ont précédé, depuis 1889, lorsque fut constitué l'Internationale socialiste moderne — même aux plus grands. Certes le nouveau système de représentation inauguré à Marseille et strictement calculé pour chaque pays sur le nombre de ses cotisants, sur sa force électorale, parlementaire, syndicale — par un système très complet et très ingénieux de mesuration de la force prolétarienne — ne permet plus de réunir les assemblées de huit et neuf cents délégués qu'on

voyait assemblées, par exemple, à Londres en 1896 ou à Stuttgart en 1907 et dont au surplus un certain nombre ne représentaient guère qu'eux-mêmes (1)... Chaque parti a maintenant un nombre de représentants limité et qui, même pour les plus grands, n'atteint pas 80 — alors que dans les Congrès d'avant-guerre telle ou telle délégation nationale atteignait 150 délégués — celle du pays où se tenait le Congrès s'élevant toujours à plusieurs centaines.

Néanmoins un effort remarquable de participation avait été accompli par un certain nombre de sections. Les Allemands étaient 75 (dont 52 titulaires et 23 suppléants) parmi lesquels presque tous leurs militants les plus éminents, Breitscheid, grand spécialiste de la politique étrangère et l'orateur très écouté que l'on sait, Dissman, le président de la grande Centrale des Métallurgistes, Dittman et Crispien, les leaders de l'ancien parti « indépendant », Lœbe, président du Reichstag, les anciens chanceliers Scheideman et Herman Muller, Tony Sender, l'éloquente députée de Francfort, qui a laissé tant de sympathies parmi les camarades parisiens au milieu desquels elle a milité avant 1914, Mathilde Wurm, Paul Lévi, l'avocat et l'ami de Rosa Luxembourg, qui fut, en 1920, le leader communiste. Les Autrichiens avaient envoyé 41 délégués, parmi lesquels Otto Bauer, le plus éminent représentant du marxisme révolutionnaire dont ce Congrès, ou sa forte personnalité s'imposa, Skaret, Ellenbogen, la remarquable militante Adelheid Popp, l'ancien chancelier Renner, Eldersh, vice-président du Reichrath et Louis Kautsky, l'admirable compagne de notre vénéré théoricien, que la maladie seule avait éloigné du Congrès.

La délégation française aurait pu être plus nombreuse et plus représentative et il était tout au moins surprenant qu'elle ne comprit pas un seul député de la région marseillaise, ni aucun représentant du Nord. Surtout, on pouvait regretter qu'elle comprit si peu de camarades militants du mouvement syndical et coopératif, en même temps que du Parti. A cet égard, elle offrait, comme ce fut malheureusement presque toujours le cas dans les Congrès internationaux depuis des années un fâcheux contraste avec les délégations de l'Allemagne, de l'Angleterre, des pays scandinaves, de la Belgique, de l'Autriche — si pleinement représentatives de toutes les formes de l'action et de l'organisation prolétarienne.

(1) Ceci était encore plus vrai des Congrès de la Première Internationale dont Werner Sombart a pu dire qu'elle n'était qu'un groupement de représentants et de secrétaires, où les masses ne figuraient que sur le papier.

Néanmoins, elle comprenait les militants socialistes les plus qualifiés, Paul Faure, Léon Blum, Bracke, Renaudel, Compère-Morel, Zyromsky, Moutet, Ernest Poisson, Théo Bretin, Evrard.

Les Belges étaient venus au nombre de 33, dont E. Vandervelde, que sa grandeur ministérielle — contrairement à ce que la presse annonça — n'avait pas attaché au rivage et qui présida une séance du Congrès, L. de Brouckère, Van Roosbroeck, secrétaire du Parti; Mertens, secrétaire de la Centrale syndicale belge; Troclet, Piérard, qui fut en même temps un traducteur infatigable, précis et fidèle, et de nombreux députés mineurs du Borinage et du pays de Charlus.

L'effort des Scandinaves avait été particulièrement remarquable, puisque venus de l'autre extrémité de l'Europe, au nombre de 51, dont 29 Suédois, 15 Danois, 4 Norvégiens et 3 Finlandais.

Les principaux militants danois et notamment Stauning, président du Conseil, et Nina Bang, avaient été retenus à Copenhague par leurs fonctions gouvernementales.

Parmi les Suédois, Engberg, fidèle ami et élève de Brantung, et le ministre Moeller.

La délégation anglaise était beaucoup moins importante que dans les Congrès précédents, l'époque de l'année à laquelle le Congrès avait été fixé en était, paraît-il, cause. Le puissant et riche Labour Party britannique n'avait que 24 délégués à Marseille. L'absence de Ramsay Mac Donald, leader incontesté du Parti, était surtout regrettable, comme aussi celle de Walhead et de Brailsford très compétents et entraînés à l'examen des problèmes internationaux.

Cependant, la délégation comprenait avec Henderson, vice-président du Parti, Clifford Allen, président de l'I. L. P. des militants considérables des Trade-Unions, tels que Cramp, des cheminots; Bob Williams, des transports; Marguerite Bondfield, la doctoresse Marion Philipps; parmi les ardents camarades de la « vieille garde » de l'I. L. P. : Jowett, Ben Riley, F. Brockway, Pate Dollan — avec toute la ferveur révolutionnaire de la Clyde — Charles Roden Buxton, trésorier du Parti et spécialiste très qualifié des questions de politique internationale.

La délégation russe comprenait 23 délégués, dont 14 Menshevicks et 9 socialistes révolutionnaires dont Dan, Abramovitch pour les premiers; Tchernoff, Soukhomline, Minor, Stalinsky, Schreider pour les seconds. La délégation polonaise

comptait 20 délégués, dont 16 du Parti socialiste polonais, 1 des Allemands de Pologne, 3 de deux petits groupements « indépendants ».

La délégation tchéco-slovaque était également importante; elle ne comprenait pas moins de 32 délégués dont 18 pour le Parti social-démocrate tchèque — dont ses vieux leaders Soukup, Haberman, Winter — 11 pour le Parti social-Démocrate allemand de Tchéco-Slovaquie, dont le Dr Czeck, vice-président du Sénat, et 3 pour les petits groupements polonais et hongrois de la nouvelle République.

Les Etats-Unis d'Amérique étaient représentés par 11 délégués bien connus des militants internationaux, notamment Victor Berger, le seul député que le Parti compte à Washington, Morris Hilquit, le leader et théoricien socialiste, Abraham Cahan, le directeur du *Forward*, le grand journal socialiste juif de New-York, Jacob Panken, juge-élu à la Cour municipale de New-York, Roewer de Boston. La présence de E.-V. Debs, la personnalité la plus représentative du socialisme américain n'avait pas encore pu être assurée cette fois, encore qu'elle eut été annoncée. L'Argentine était représentée par le camarade Etchegoin.

A côté des prolétariats d'Europe et de ces deux grandes républiques américaines, il faut regretter que ni le Mexique, ni le Canada, pas plus que l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande où existent de puissants mouvements ouvriers n'aient pas été représenté à ce Congrès de l'Internationale, comme aussi bien la Chine et le Japon où un prolétariat industriel en plein développement voit de plus en plus nettement s'éveiller sa conscience de classe. Ainsi que Tom Shaw et Fritz Adler, eurent l'occasion de l'observer au cours du débat au Comité Exécutif, il y a le plus grand intérêt à ce qu'un effort sérieux soit tenté pour que l'Internationale ne se cantonnant plus à vieille Europe, entre de plus en plus étroitement en relations, sur toute la surface du globe avec les peuples d'Amérique, d'Asie, d'Océanie, d'Afrique, sans lesquelles la « catholicité socialiste » ne serait pas complète, ni la victoire du Socialisme assurée dans le monde. Il ne s'agit certes pas, comme le font les Bolcheviks, de considérer comme socialistes et comme prolétariens des mouvements nationalistes de peuples demeurés à des formes primitives de la production, n'ayant pas la moindre notion du Socialisme moderne et qu'on voudrait artificiellement relier à une Internationale où ils n'auraient que faire. Mais il faut que fidèle à sa

mission historique, l'Internationale socialiste assemble dans ses Congrès toutes les force vives du mouvement prolétarien mondial.

LES DÉBATS ET LES RÉSOLUTIONS

Il ne rentre pas dans le cadre de cette analyse des problèmes posés par le Congrès International, dans cette étude du fonctionnement des organismes représentatifs du mouvement ouvrier mondial, de publier un compte rendu analytique des délibérations des commissions ni des réunions générales, qu'on a pu au reste trouver dans la presse quotidienne. Je voudrais seulement en donnant le texte des résolutions votées, marquer les points caractéristiques des débats et des décisions prises.

Sans conteste les deux questions qui soulevèrent les discussions les plus intéresantes et les plus passionnées, tant dans les commissions compétentes qu'en séances plénières, furent celles de la « politique de paix socialiste » et des « problèmes de l'Europe orientale ».

L'attitude de l'Internationale en face des efforts faits à Genève pour consolider la paix du monde au moyen du Pacte de Sécurité fut examinée dès la première journée. Dans un débat, où intervinrent tour à tour Charles Roden Buxton, interprète autorisée des doutes et des réserves du Labour Party britannique, à l'égard d'un pacte soutenu par ses adversaires conservateurs, Rudolf Hilferding et Léon Blum, donnèrent éloquemment les raisons que les partis socialistes d'Allemagne et de France avaient, au contraire, de le considérer, à défaut du Protocole, comme un objectif immédiat à atteindre et capable de créer une nouvelle atmosphère de paix en Europe.

Buxton, montrant toute la supériorité du Protocole, poursuivait le maintien de la paix dans le monde entier sur un Pacte limité à l'Europe occidentale, insista avec force sur le danger qu'il y avait à le voir se développer en une « coalition militaire antirusse », poussant la Russie « à devenir une puissance exclusivement asiatique ».

Hilferding insista sur l'évolution du combat pacifiste pour la paix, depuis les débats mémorables du Congrès de Stuttgart en 1907, entre Jaurès, Keir Hardie, E. Vaillant, Rosa Luxembourg et Bebel. Aujourd'hui même, avant d'avoir aboli le capitalisme, le Socialisme entend maintenir la paix. « Si triste qu'il soit de vivre sous le capitalisme il serait intolérable de penser qu'il faille une fois encore mourir pour le

capitalisme ». Hilferding demandait avec force l'entrée immédiate de l'Allemagne dans la Société des Nations. Il voyait le pacte basé sur la nouvelle trinité « Sécurité, Arbitrage et Désarmement », trinité dont le désarmement était « l'esprit saint », car sans désarmement, il n'y avait aucune sécurité et sans désarmement pas non plus d'arbitrage possible, l'Etat qui demeurait armé, étant forcement toujours tenté de recourir à la force.

C'est au nom d'un « pacifisme réaliste » que l'éminent économiste socialiste allemand demandait au Congrès de préciser la conception prolétarienne de la nationalité. Il conclut par ces paroles éloquentes :

Nous entendons parfois des adversaires bien intentionnés déclarer que le Socialisme a changé, que les Socialistes évoluent « vers la réalité ». Non ! mes amis, le Socialisme n'a pas changé, mais « c'est la réalité qui évolue vers le Socialisme ». Elle évolue économiquement, car la période du capitalisme classique est passé et le capitalisme d'aujourd'hui organise de plus en plus l'industrie pour le Socialisme de demain. Elle évolue politiquement car sans cesse grandit l'influence que les travailleurs exerçent sur la destinée des Nations C'est ainsi que la réalité et le Socialisme se rapprochent sans cesse davantage l'un de l'autre et que notre idéal internationaliste se rapproche de sa réalisation !

A son tour, notre camarade Léon Blum évoqua en un discours émouvant tout le chemin parcouru, depuis le memorandum qu'il rédigeait en 1922, avec Breitscheid, Hilferding, Camille Huysmans, Tom Shaw et notre inoubliable martyr, Matteoti, depuis le Congrès de Hambourg, au moment où la politique de la Ruhr de notre Bloc national était à son point culminant de malfaisance. Il opposa à Buxton qui avait paru réclamer en face du pacte une sorte de liberté d'appréciation et d'action des diverses sections, la nécessité d'une attitude commune.

Discutant la formule d'Hilderfing, il déclarait qu'il fallait plutôt dire « la sécurité *par* le désarmement et l'arbitrage ». Et avec lui, il proclamait que si certaines injustices ne pouvaient être abolies qu'avec le régime capitaliste, ils ne pouvaient cependant attendre et rester inertes jusque-là : ils devaient s'efforcer de profiter de chaque pas fait vers la réalisation de notre idéal.

Après que Morris Hilquit, délégué du Parti socialiste des Etats-Unis, eut brossé un magistral tableau de l'impérialisme américain, contre lequel il dressait un réquisitoire documenté, la question avait été renvoyée à la commission, d'où elle revenait, en la septième et dernière journée, rapportée par F.-M. Wibaut, échevin d'Amsterdam et le vétéran bien connu du Socialisme hollandais, qui commenta sobrement la résolution adoptée par l'unanimité de la commission.

De son côté, Arthur Henderson montra les idées principales qui y étaient contenues et notamment qu'elle précisait les conditions minima que devait remplir un Pacte de sécurité limité, pour être acceptable par l'Internationale. Il insista avec force sur le paragraphe où l'Internationale réclamait une Société des Nations « ouverte à tous et à base démocratique », demandait qu'elle eut *les moyens organiques de procéder à la révision des traités de paix.*

Breihcheid, le plus éloquent interprète de la Sociale-Démocratie allemande apporta à son tour son adhésion à la résolution et reprit l'idée déjà exprimée par Hilferding des responsabilités nouvelles que l'Internationale avait assumée, « depuis qu'elle avait tant de millions d'électeurs derrière elle ».

La Société des Nations telle qu'elle était actuellement constituée, soulevait bien des critiques, mais « si elle ne soulevait plus ces critiques, ce serait alors qu'elle se confondrait avec l'Internationale elle même ! » A son tour, Léon Blum établit « la force et la sagesse qu'avait montré, à peine reconstituée l'Internationale », tandis que Philippo Turati, longuement ovationné comme le vétéran aimé et respect édu socialisme transalpin — foulé aux pieds sanglants de la dictature — élevait pour un certain nombre de délégués, quelques éloquentes réserves au nom du marxisme révolutionnaire, dont il lui apparut que la pensée « n'avait pas suffisamment inspiré le texte » rapporté, qui fut finalement adopté unanimement par le Congrès.

En voici au reste le text complet :

RESOLUTION DE LA REPUBLIQUE DE LA PAIX

1° Le régime capitaliste et la guerre.

Le congrès de l'Internationale ouvrière socialiste rappelle que le régime de concurrence économique met aux prises tous les capitalistes nationaux pour la recherche des matières premières et des débouchés, pour l'exploitation de la main-d'œuvre des masses ouvrières, pour l'accumulation des grands capitaux et la domination monétaire.

Un tel régime reste une cause essentielle de dangers de guerre.

En s'appuyant tantôt sur un protectionnisme étroit de particularisme égoïste, tantôt sur un libre-échangisme de combat qui va jusqu'au dumping, les capitalismes rivaux acculent le monde à une véritable balkanisation dont le chômage, les hauts prix de la vie, l'instabilité monétaire, les crises économiques et financières sont les signes apparents.

La production, la consommation, les échanges restent livrés à tous les désordres et à tous les dangers de la concurrence, et le prolétariat en supporte au premier chef les redoutables conséquences.

Le Socialisme seul est pleinement capable de faire cesser un tel état de choses.

Il veut coordonner la répartition des matières premières, supprimer les antagonismes des classes par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, organiser la production sur la base des besoins et non en vue des profits, substituer partout dans l'ordre économique, l'organisation collective à la lutte inorganique et désordonnée où le plus fort absorbe ou annihile le plus faible.

Il veut harmoniser, non opposer, les intérêts généraux et légitimes des peuples.

Par là, le socialisme est la grande force de pacification définitive du monde, et la victoire politique des classes ouvrières, dans tous les pays, ou tout au moins, dans les principaux pays, sera la meilleure garantie d'une durable paix mondiale.

2° Le prolétariat et la Société des Nations.

Le prolétariat lutte pour ce haut idéal où la souveraineté du travail se confondra avec la souveraineté des démocraties et la sécurité des peuples.

Il est dès aujourd'hui assez puissant pour exercer sur les gouvernements la pression susceptible d'acheminer le monde dans les voies de la paix.

Les travailleurs n'ignorent pas que les causes des dangers de guerre sont encore accentuées par certaines dispositions des traités de paix concernant des problèmes nationaux mal ou insuffisamment résolus, et notamment par certaines autres dispositions qui n'ont pas réglé équitablement le sort des minorités.

Ils n'ignorent pas, surtout, que le pacte de la Société des Nations lui-même, n'a pas apporté aux souverainetés nationales les restrictions qu'exige la solidarité des peuples modernes, qu'il na pas interdit sans réserve aux gouvernements le droit de déclarer la guerre, que l'action concertée contre un Etat agresseur est encore insuffisamment organisée.

3° L'Internationale et les pactes particuliers.

En s'inspirant de ces principes, à leur lumière, le socialisme international appelle les travailleurs à agir quotidiennement dans leur propagande, dans les parlements, pour résoudre les problèmes qui naissent avec les événements.

Déjà ses sections nationales ont joué un grand rôle en donnant, les premières, l'exemple de l'entente, en vue de solutions qui sont devenues partiellement celles des gouvernements en matière de réparations.

Elles auront à continuer leur effort dans ce sens, et l'Internationale compte sur l'activité de ses sections américaines pour qu'elles développent, en accord avec les sections européennes, les solutions socialistes en matière de dettes internationales.

Aujourd'hui, à propos du problème de sécurité, l'Internationale se réjouit de voir comment certaines de ses sections, au Danemark, en Hollande, en Suède, en Norvège, se sont efforcées ou ont obtenu de faire entrer dans leur législation des mesures de désarmement ou de réduction des armements.

Elle se réjouit aussi de l'effort qui a été fait par certaines autres pour donner au pacte de la Société des Nations efficacité, force et vie.

C'est en ce sens qu'elle a appuyé toute l'action engagée pour faire approuver par les gouvernements le protocole de Genève. Celui-ci n'est à ses yeux que la mise en œuvre du pacte lui-même, et il est le pas le plus sérieux fait dans la voie du désarmement.

Le Congrès Socialiste International fait siennes les déclarations que ses sections d'Angleterre, d'Allemagne, de Belgique et de France, adoptèrent dans les conférences tenues à Londres et à Bruxelles.

Il note que « les difficultés actuellement pendantes avec les puissances auraient été évitées si tous les Etats intéressés avaient persévéré dans le projet de Protocole, élaboré en septembre dernier à Genève » et il insiste

près du gouvernement anglais et de ses dominions pour qu'une telle acceptation ne soit pas écartée, ni retardée.

Le congrès souligne que, si aujourd'hui l'action diplomatique des peuples est amenée à se replier sur des pactes particuliers de sécurité et de garantie, la responsabilité en remontera à ceux qui ne consentiraient pas à chercher dans la S. d. N. l'application d'un pacte général, étendu à tous les peuples, égaux en droits et en devoirs.

De tels pactes sont imparfaits puisqu'ils ne prévoient pas des mesures de désarmement.

Ces pactes ne devront contenir nulle clause secrète. Ils devront prévoir un système de garantie mutuelle ayant un caractère général, contrôlé et surveillé par la Ligue des Nations dans le cadre de son pacte; qui ne risquera jamais d'être tourné contre une autre puissance ou un groupe de puissances; qui ne tendra par conséquent à aucune reconstitution d'un faux équilibre de puissances, et qui ne laissera à aucune d'elles le soin de faire jouer, automatiquement, des sanctions qui ne doivent être appliquées que dans les conditions prévues par le pacte de la S. d. N. lui-même.

Ces pactes ne pourront être opposés un jour ni aux mesures d'arbitrage, ni aux mesures de désarmement préparées dans le cadre et sous le contrôle de la S. d. N.

Le pacte limité proposé comme suite aux notes échangées entre l'Allemagne et certaines autres puissances n'est pas encor connu dans sa forme définitive. Nous n'en connaissons ni l'étendue, ni l'exacte définition.

Lorsque sa forme définitive sera connue, il sera urgent pour les partis intérssés de l'examiner dans une conférence commune avec l'Exécutif de l'Internationale.

Le congrès socialiste note avec la conférence de ses sections, tenue à Bruxelles « qu'aujourd'hui encore, il reste possible de résoudre ou même de supprimer les difficultés actuellement pendantes par le jeu pur et simple du pacte de la Société des Nations à la seule condition que l'Allemagne entre dans la Société, avec des droits et des devoirs égaux à ceux des autres nations, le pacte prévoyant en effet que, sauf le cas de recours à la guerre réglé par l'art. 16, il n'appartient à aucune des puissances de décider à elle seule qu'il y a violation des traités équivalant à un acte de force, et les traités d'arbitrage ou de garantie ne pouvant conférer à aucune d'entre elles des droits plus étendus et des obligations plus strictes que celles qui résultent ainsi du pacte lui-même ».

Le congrès note enfin :

« Que les appréhensions manifestées par les opinions allemande et russe sur le mode d'application de l'art. 16 du pacte en cas de conflit auquel la Russie serait mêlée perdraient en grande partie leur raison d'être si la Russie elle-même prenait place dans la Société des Nations. »

L'Internationale ouvrière socialiste invite donc tous les travailleurs affiliés à faire pression sur les gouvernements d'Allemagne, de Russie, les plus strictement intéressés, pour obtenir leur adhésion à la S. d. N. en même temps qu'elle invite les travailleurs des autres pays déjà adhérents à la S. d. N. à combattre pour le protocole de Genève et à veiller à la rectitude des pactes de sécurité qui seront soumis à l'approbation des parlements.

4° L'action de l'Internationale ouvrière socialiste.

Dans les parlements, comme dans la propagande publique, les représentants de l'Internationale en soulignant l'insuffisance des pactes particuliers, dénonceront l'égoïsme et l'aveuglement des partis de conservation sociale, et des gouvernements qui, en étranglant la liberté des peuples, leur dénient le droit de s'organiser eux-mêmes en vue de la paix et, rêvant de revanche ou de réaction brutale, paralysent par leur mauvaise volonté, le développement juridique et réel de la paix.

Ils opposeront résolument cette conception de l'Internationale ouvrière socialiste à celle du bolchevisme qui substitue le rêve de la destruction

aveugle à la volonté constructive du socialisme, et retarde ainsi l'heure où le prolétariat, maître de sa destinée, pourra réaliser sa pleine émancipation dans le bien-être et la liberté.

Afin de veiller à accroître le rythme dune telle politique, le Comité exécutif de l'I. F. O., est mandaté pour continuer les initiatives qu'il a déjà prises, pour multiplier les contacts avec les sections principalement intéressées et aussi avec la Fédération syndicale internationale. Il est invité à ne laisser passer aucun événement important de la vie internationale dans l'ordre de la paix, sans se réunir pour fixer la ligne de conduite à suivre et pour donner aux socialistes les mots d'ordre par lesquels leur action coordonnée influera le mieux sur l'organisation de la paix.

Sur le Maroc et la guerre du Riff, la résolution suivante fut rapportée par Besteiro, l'actif élu socialiste sspagnol et adoptées unanimement :

Elevant une protestation émue contre les événements de guerre qui se déroulent actuellement au Maroc et qui provoquent de nouvelles effusions de sang, le Congrès s'approprie la résolution adoptée le 28 juillet 1925 par le Labour Party d'Angleterre, le Parti socialiste espagnol, le Parti socialiste (Section française de l'Internationale ouvrière).

Les partis de l'Internationale réclament des gouvernements intéressés une action immédiate et décisive pour rétablir la paix.

Ils demandent la publication des conditions de paix que l'Espagne et la France ont déterminées; ils demandent que ces conditions fassent l'objet dune communication la plus directe et la plus rapide possible au chef riffain Abd el Krim, comme ils demandent à celui-ci une réponse claire sur les possibilités immédiates de discussion et d'accord.

Ils croient que la meilleure façon d'aboutir à la paix est de placer le plus loyalement possible ces pourparlers sous le contrôle de l'opinion publique internationale.

Ces pourparlers doivent comprendre au premier chef :

1° L'indépendance du Riff, reconnue par l'Espagne ;

2° Une rectification de frontières, à laquelle l'Espagne et la France consentiront, en vue de faciliter les arrangements indispensables, tant au point de vue du ravitaillement que de l'organisation économique du Riff.

Le Congrès demande encore que les opérations militaires soient immédiatement suspendues dès que les négociations de paix seront engagées.

Il déclare qu'en cas de divergence sur des points particuliers, l'Espagne, la France et le représentant du Riff, Abd el Krim, doivent accepter de soumettre la difficulté à l'arbitrage de la Société des Nations.

De même, la paix ayant été signée, il sera sage qu'elle soit enregistrée par la S. d. N. dans laquelle l'Etat riffain pourra entrer s'il le désire.

Les délégués socialistes déclarent, au surplus, qu'ils considèrent le problème marocain comme étant de ceux pour lesquels la S. d. N. a le devoir d'intervenir.

Dès maintenant, et en attendant que la paix soit signée,

Les travailleurs groupés dans l'I. O. S. ont approuvé la fondation de la S. d. N. Mais ils déclarent qu'elle ne remplira pas pleinement ce que l'on doit attendre d'elle, si elle ne comprnd pas tous les peuples, réunis avec des droits et des devoirs égaux, si elle ne s'inspire pas de la nécessité du programme de paix ainsi prévu, si l'organisation internationale ne prend pas des assises économiques solides.

Les travailleurs veulent donc que la S. d. N. soit universalisée et démocratisée.

Ils veulent que la procédure de l'art. 19 du pacte qui prévoit la revision des traités soit précisée et rendue efficace.

Ils veulent qu'à côté du Bureau international du travail les organismes

économiques actuels de la S. d. N. soient transformés en un véritable conseil de l'économie collective internationale, auquel participeraient les organisations ouvrières, syndicales et coopératives.

Celui-ci serait chargé d'examiner les problèmes internationaux de production et de consommation, de surveiller les régimes monétaires, de contrôler les voies de communication internationales, et de faciliter les transports, d'assurer à chaque nation une répartition équitable du stock universel de matières premières et de produits, de combattre le protectionnisme et le nationalisme économiques, d'assurer l'harmonie ou l'unité entre les législations essentielles.

Tous les conflits sans exception, y compris ceux concernant l'interprétation et l'exécution des traités de paix, doivent être soumis à l'arbitrage obligatoire.

Les travailleurs demandent que tout Etat ayant recours à la guerre après avoir, sous un prétexte quelconque, refusé de se soumettre à l'arbitrage ou à une décision arbitrale, soit considéré comme agresseur, et comme ennemi de son peuple et de l'humanité.

Ils demandent qu'aucune hostilité ne soit permise en aucun autre cas que celui de résistance à une agression, ou lorsqu'il y a accord avec une décision prise par le conseil ou l'assemblée de la Société des Nations.

Ils n'ignorent pas qu'une politique de réparations encore insuffisamment définie et le refus d'annuler les dettes interalliées ont pour résultat d'aggraver le chômage, et que ces problèmes doivent recevoir des solutions qui s'harmonisent avec celles du socialisme international.

Ils veulent que l'instruction et l'éducation des enfants soient imprégnées de l'esprit de la paix et préparent ainsi avec certitude le désarmement moral et la disparition des haines.

Par leur lutte de classe menée sans défaillance, les travailleurs poursuivront et atteindront ces résultats. Chacune de leurs victoires politiques, chaque croissance de leurs propres organisations se traduiront naturellement en influences toujours plus actives et décisives sur le fonctionnement, la vie, les résultats de la Société des Nations.

C'est pour exercer librement cette influence qu'ils entendent fonder la sécurité de chaque peuple dans la paix, par l'arbitrage et le désarmement général, complet et universel.

C'est pourquoi l'Internationale ouvrière demande que la Société des Nations, réellement qualifiée pour une telle initiative, prépare l'organisation d'une conférence destinée à envisager les mesures qui devront aboutir finalement à un désarmement universel.

LA QUESTION D'ORIENT

L'autre grand débat du Congrès fut soulevé par « les dangers de guerre en Orient ». Il se déroula tout d'abord au cours de trois séances passionnées de Commission qui se prolongèrent jusqu'à 2 et 3 heures du matin dans l'antique Hôtel de Ville, au milieu de son extraordinaire et grouillant vieux port.

En séance plénière, Otto Bauer rapporta. Sa claire et lumineuse parole, son incomparable culture, la sûreté de sa conscience et de sa science socialiste lui valurent un des plus gros succès du Congrès.

Le leader du Socailisme autrichein s'était principalement trouvé aux prises, au sein de la commission, avec les éléments

qui, soit sur les confins de la Russie, soit à l'intérieur, ont le plus cruellement souffert du Bolchevisme, de telle sorte qu'ils ne pouvaient envisager peut-être avec une suffisante objectivité l'ensemble du problème qui se posait à eux. Surtout il leur apparaissait qu'en dénonçant les complots du Capitalisme contre la Russie des Soviets, la majorité de la commission et son rapporteur ne marquaient pas suffisamment la part de responsabilités du Bolchevisme lui-même dans la situation qui était faite à « l'U. R. S. S. ».

Au sein de la commission pour la délégation française je m'étais efforcé de donner satisfaction à l'une et l'autre préoccupation par un texte qui ne modifiait pas sensiblement celui qui avait été apportée par Bauer. Mais, qui, en plaçant les événements dans l'ordre historique faisait ressortir après les crimes des interventions contre-révolutionnaires des Koltchak, des Denikine, des Wrangel contre la République des Soviets les lourdes fautes politiques de l'impérialisme soviétique.

Comme il arrive souvent dans les congrès, ce texte bientôt eut non pas son sens littéral, mais celui que lui donnait les plus acharnés adversaires des Soviets. Il fut repoussé à une faible majorité à la sous-commission, à une majorité plus forte à la commission elle-même. Devant le Congrès, soucieux par-dessus tout de ne servir aucune manœuvre, la délégation française ne voulut pas le reprendre, mais Louis de Bronckère, se contenta de formuler en son nom et au nom de diverses délégations, à la suite du discours de Bauer, quelques réserves.

Il nous est impossible de donner ici même une analyse suffisante de la puissante intervention d'Otto Bauer, qui parla au milieu d'une assemblée passionnément attentive et fut à maintes reprises applaudi chaleureusement.

Nous espérons pouvoir y revenir ultérieurement et publier dans la *Revue* le compte rendu sténographique de son discours qui paraît dans le compte rendu officiel du Congrès, dont j'ai sous les yeux le texte anglais (le texte français paraîtra incessamment). Nous relevons simplement les idées principales qu'il a développées.

Après avoir tout d'abord dénoncé une fois de plus la « balkanisation » de l'Europe, résultant des traités de paix, Bauer traça un magnifique tableau de l'éveil du monde musulman et asiatique, des nations islamiques, de l'Inde, de la Chine, du conflit des Etats impérialistes de l'Europe occidentale et de l'Union soviétique. Il marqua en passant l'impérialisme brutal dont celle-ci avait elle-même fait montre à l'égard de la Géor-

gie et de l'Arménie, comme aussi bien « les manœuvres communistes dont tous les grands partis prolétaires d'Europe ont souffert depuis 1917, les mensonges quotidiennement répandus pour mettre en pièces le mouvement ouvrier, qui aujourd'hui encore contribuent à diminuer sa puissance, à le réduire à l'apathie ».

Mais, en même temps, il s'élevait contre les dangers d'un « fanatique et partial anti-bolchévisme ». Il montrait quelles étaient les préoccupations des camarades anglais, par exemple, après une lutte ardente et incessante livrée à leurs gouvernements qui fournissaient armes et argent à la contre-révolution russe.

Malgré toute notre résistance, plus décidée que jamais aux agissements de l'Internationale Communiste, l'Internationale Ouvrière et Socialiste doit dresser en face des projets d'agression des impérialismes capitalistes contre la Russie res Soviets une invincible résistance!

Otto Bauer proclamait en un langage ardent l'entière solidarité de l'Internationale avec le peuple ouvrier de Chine, dont les grands mouvements de grève, à Shanghaï et ailleurs, représentaient « *la grande mutinerie de la dernière armée de réserve du Capitalisme* ».

D'autre part, il montrait que parce qu'ils ne placent pas, comme les bolchevicks, leur espérance dans une guerre mondiale, les travailleurs socialistes d'Europe et d'Amérique ont d'autant plus le devoir historique d'aider de toutes leurs forces dans leurs efforts d'émancipation les peuples opprimés de l'Orient.

Après avoir dénoncé les atrocités de la contre-révolution en Roumanie, en Pologne et surtout en Bulgarie, Bauer, tout en rendant hommage à l'effort fait à Genève, par les pactes de sécurité le protocole, la Société des Nations, marquait les limites de ces réalisations et rappelait notre mission essentielle et suprême : « Préparer les esprits et les cœurs des masses à leur grande mission historique, à leur rôle révolutionnaire, par l'accomplissement duquel, seul, ils pourront gagner le monde au Socialisme! » Une longue ovation salua sa fière péroraison.

La résolution fut aussitôt votée à l'unanimité, moins l'abstention du Parti socialiste révolutionnaire russe.

En voici le texte :

PROBLEMES DE L'EUROPE ORIENTALE

Au moment où, en Europe occidentale, la situation internationale commence à devenir plus pacifique, grâce à l'action constante de la classe ouvrière, la situation s'aggrave d'une façon redoutable en Europe orientale, nécessitant un examen sérieux et attentif de la part de l'I. O. S.

Depuis la chute du cabinet travailliste anglais, l'antagonisme entre les puissances capitalistes et impérialistes, et spécialement l'empire britannique d'une part et l'U. R. S. S. d'autre part, s'est dangereusement accru.

Au sein des Etats capitalistes et impérialistes grandissent les tendances qui, effrayées par les révoltes nationalistes en Chine, aux Inde et dans les pays musulmans, poussent à nouveau à une politique d'agression envers la Russie.

L'Internationale communiste propage l'illusion que l'émancipation des travailleurs peut être conquise à la pointe des baïonnettes des armées rouges victorieuses, et qu'une guerre universelle amènera la révolution mondiale. Elle encourage les révoltes nationalistes en Asie et en Afrique, espérant, grâce à l'appui qu'elle en recevra, porter au capitalisme un coup mortel par la guerre.

De ces tendances antagonistes naît un sérieux danger de guerre.

Ce sont les nouveaux Etats situés entre la Baltique et la mer Noir ainsi que dans les Balkans qui sont le plus directement exposés à ce danger.

Certes, la naissance de ces Etats à la suite de la libération des peuples qui gémissaient sous le joug des Romanoff, des Habsbourg et des Hohenzollern est une victoire considérable pour la démocratie : mais cette victoire est atténuée par le fait que les frontières des nouveaux Etats ont été tracées sous l'influence des puissances impérialistes, selon l'intérêt de celles-ci : Aussi a-t-on, dans bien des cas, méconnu le droit de libre disposition des peuples et le droit des minorités nationales. Il en résulte dans cette partie de l'Europe une insécurité et une inquiétude permanentes, qu'accroît encore dans nombre de pays la réaction politique et qu'aggravent deux circonstances : D'une part, ces Etats sont exposés à des coups d'Etat qui sont organisés sous la direction de l'Internationale communiste, comme prétexte pour leur faire subir le sort de l'Arménie et de la Georgie; d'autre part, ces Etats peuvent être utilisés par les puissances impérialistes et capitalistes comme armes contre la Russie. Cet état de choses est d'autant plus périlleux que tout conflit en Orient risque de mettre le feu aux poudres dans le monde entier.

Considérant ces dangers, le Congrès déclare ce qui suit :

1° L'Internationale défend sans réserve le droit à l'existence libre et indépendante des nouveaux Etats; l'I. O. S. proclame à nouveau et solennellement que les partis socialistes, spécialement ceux des grandes puissances et des pays limitrophes de la Russie ont l'obligation de lutter contre toute politique hostile envers l'U. R. S. S. Ces partis doivent également réclamer la reprise des relations politiques pacifiques et de rapports économiques normaux envers l'U. R. S. S. Le congrès salue l'amélioration du statut international de l'U. R. S. S. survenu depuis le congrès de Hambourg, principalement grâce à l'action de l'I. O. S., la reconnaissance *de jure* de l'U. R. S. S. par l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Autriche, la France, le Japon et bien d'autres pays, a mis fin au boycottage diplomatique que les puissances capitalistes avaient essayé d'organiser.

Cette circonstance donne le droit à l'Internationale socialiste de demander au peuple russe de lutter pour sa pleine liberté politique et syndicale, et de s'opposer à toute politique agressive et annexionniste de son propre gouvernement, ainsi qu'à toute propagande ayant pour but l'ingérence violente dans les affaires d'autres pays.

L'Internationale se rend compte du fait que les dangers de la guerre seraient considérablement diminués si, dans l'U. R. S. S. le droit de décider de la guerre et de la paix était aux mains non d'un pouvoir dictatorial, mais

du peuple lui-même. C'est pourquoi l'Internationale appuie de tout son poids les efforts des pays socialistes de l'U. R. S. S. tendant à la démocratisation du régime de l'U. R. S.S. et au rétablissement de la liberté politique.

2° L'Internationale salue l'éveil des vastes masses ouvrières du monde chinois, hindou et musulman. L'Internationale se rend compte qu'un nouveau conflit mondial ne sera évité que si les démocraties d'Europe et d'Amérique admettent le droit de libre disposition de tous les peuples et en imposent la reconnaissance aux impérialistes de l'Europe et d'Amérique. Elle invite donc toutes ses sections à mener une lutte constante et énergique pour le droit de libre disposition des peuples opprimés d'Asie et d'Afrique.

Elle assure les travailleurs chinois de son entière solidarité; elle demande la suppression du système d'extra-territorialité existant en Chine et l'introduction immédiate de lois sociales protégeant le prolétariat chinois contre l'exploitation;

3° L'Internationale revendique le droit de libre disposition pour les peuples opprimés en vertu des traités conclus depuis 1918 et en vertu des décisions de la Conférence des Ambassadeurs, ainsi que pour les peuples de l'U. R. S. S. qui avaient atteint leur indépendance pendant la Révolution, comme l'Arménie, la Géorgie, l'Ukraine, etc. Elle invite toutes ses sections à défendre activement les droits des minorités nationales en réclamant, pour les minorités compactes, l'autonomie, pour les minorités dispersées, l'égalité des droits de libre usage de la langue et de développement de leurs écoles et de leur culture.

L'Internationale affirme qu'une paix durable ne sera assurée que le jour où, selon le principe de l'article 19 du pacte de la S. d. N. le droit international aura évolué dans un sens tel que soit possible une revision du statut national des frontières, conformément au droit de libre disposition des peuples, grâce à la procédure pacifique de l'arbitrage et des plébiscites, afin que les peuples n'attendent plus de la guerre leur émancipation. L'Internationale affirme toutefois que ce principe ne pourra être appliqué à l'Europe orientale avant l'entrée de la Russie dans la S. d. N.

4° L'Internationale dénonce avec indignation les actes de violence et de terrorisme commis dans certains pays et spécialement en Bulgarie. Elle fait appel à tous les socialistes, afin qu'ils s'opposent à tous les actes de violence et qu'ils réclament l'abolition de tout terrorisme, quel qu'il soit.

LES AUTRES DEBATS

Sur la *journée de huit heures et la ratification de la Convention de Washington*, le Congrès entendit un rapport très documenté de Thom Shaw, qui, comme ministre du Travail dans le cabinet travailliste, ait principalement fait obtenir la ratification du Parlement anglais. Il marqua le principal obstacle, chaque pays subordonnant son acceptation à la décision du pays voisin. Le grand obstacle se trouve actuellement en Angleterre et en Allemagne.

Le Congrès, après avoir entendu d'intéressants discours de Habman, de Tchéquo-Slovaquie — où la Convention a été ratifiée depuis décembre 1919; de Mertens, secrétaire général de la C.G.T. belge; de Diamand, du « P.P.S. »; de Pologne, où la Convention a été également ratifiée, le Congrès adopta unanimement la résolution suivante :

RESOLUTION SUR LES HUIT HEURES ET LA CONVENTION DE WASHINGTON

Le 2e Congrès de l'I.O.S., réuni à Marseille en août 1925, enregistre la revendication d'une journée maxima de huit heures avec congé le samedi après-midi, formulée par le mouvement socialiste et ouvrier. Le Congrès félicite les forces sociales et ouvrières, dont les efforts ont abouti à la consécration légale de la journée de huit heures, et exprime l'espoir que nos camarades n'interrompront pas leurs efforts jusqu'à ce que la journée de huit heures existe non pas seulement en théorie, mais aussi en fait, grâce à l'inspection, l'administration et le contrôle ouvriers.

Le Congrès donne mandat au Comité Exécutif de s'aboucher avec le Comité Exécutif de la F.S.I. d'Amsterdam en vue d'assurer une propagande incessante en faveur de la réalisation de la journée maxima de huit heures, sans que soient autorisées les heures supplémentaires injustifiées qui ont rendu vaines tant de lois déjà votées.

Le Congrès se rend également compte que certains métiers sont tellement ardus et malsains que la journée de huit heures est trop longue, il demande, dans de semblables cas, la réduction justifiée par de simples considérations d'humanité et réclame une sensible réduction en dessous de huit heures de travail pour ces métiers.

Le Congrès attire l'attention des travailleurs du monde sur le fait que la Convention de Washington n'a pas encore été ratifiée par plusieurs des principaux pays industriels. Il demande que des mandataires des partis affiliés à l'Internationale ne perdent aucune occasion d'insister de toute manière possible dans leur parlement respectif en faveur de la ratification. Le Congrès attire l'attention sur le fait que tous les pays qui ont signé le traité de Versailles ont contracté l'obligation morale de réaliser la journée légale de huit heures. Il demande que les gouvernements qui n'ont pas encore ratifié la Convention de Washington le fassent immédiatement.

Le Congrès se rend compte combien la Convention de Washington reste en-deçà des revendications ouvrières, en laissant notamment les travailleurs du commerce, de la marine et de l'agriculture en dehors de son empire. Néanmoins, le Congrès demande que la partie de nos revendications consacrée par la Convention reçoive force de loi dans tous les pays. Vu l'importance considérable de l'attitude de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne et des Etats-Unis en cette matière, le Congrès demande que les mouvements ouvriers et socialistes de ces pays fassent les efforts les plus déterminés en ce domaine d'importance vitale pour la Grande-Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis.

Le Congrès demande que ses sections insistent pour que toute heure de présence d'un salarié soit considérée comme une heure de travail. Le Congrès reconnaît avec joie le pas immense fait par les divers mouvements socialistes dans la voie de la réduction des heures de travail et salue avec satisfaction cette réforme : la plus précieuse de celles réalisées par les travailleurs.

Le Congrès, tout en reconnaissant le fait que des millions de travailleurs ont obtenu des loisirs par la réduction de la durée du travail, estime que le loisir ne suffit pas, et que des occasions doivent être offertes aux travailleurs, notamment par la loi, d'user de ces loisirs de manière à favoriser leur développement physique, intellectuel et artistique.

Le Congrès donne mandat à son Exécutif d'aider de tous les moyens possibles les mouvements qui luttent non seulement pour la réduction des heures de travail, mais aussi pour l'amélioration des conditions de vie qui permettront un développement plus complet et plus élevé des travailleurs et de leurs organisations.

Le *chômage* fut l'occasion d'un excellent rapport de Louis de Brouckère, qui insista tout particulièrement sur la nécessité en ce domaine d'une action de l'Internationale socialiste et de l'Internationale syndicale, action concertée, dont, au reste, à

l'ouverture du Congrès, le secrétaire de l'Internationale syndicale Oudegast avait affirmé la nécessité, avec toute l'autorité qui s'attache à son mandat.

Sur le fond même de la question, peu de divergences de vues se produisirent, Penken, l'actif juge de la Cour de New-York, militant socialiste américain, venait seulement souligner les résultats intéressants obtenus par l'interdiction du travail des enfants — du moins dans les Etats les plus « progressifs » de l'Union.

Mais c'est à ce moment qu'une assez vive divergence se marqua avec l'intervention de Pate Dollan, l'ardent militant de la Clyde, qui reprit au nom de la délégation britannique l'argumentation qu'elle avait défendue avec beaucoup de passion à la Commission, contre le paiement des réparations, considéré par la classe ouvrière anglaise, comme une des principales raisons du chômage cruel dont elle souffre. il présentait un amendement en ce sens, dont le président de la séance, — Emile Vandervelde, — proposa de le renvoyer à la première commission chargée des problèmes de la paix, ce que Williams accepta finalement au nom des Anglais.

Le Congrès devait encore entendre sur cette question une remarquable intervention du président de la grande organisation des métallurgistes allemands, Robert Dissman, député de Francfort, qui fit un appel éloquent à l'union ouvrière — entente des syndicats et du Parti dans chaque pays, entente des classes ouvrières des différents pays — et il s'adressait tout particulièrement à Pate Dollan. Il apporta au Congrès de réconfortantes nouvelles sur la réorganisation et la consolidation du mouvement syndical allemand qui, depuis la stabilisation du mark, est parvenue à accroître les salaires ouvriers dans une proportion de 50 %.

La résolution que voici fut ensuite votée unanimement :

Le problème du chômage se présente, depuis la guerre, avec une acuité nouvelle et sous des aspects particulièrement redoutables. L'épouvantable conflagration mondiale a faussé pour longtemps tous les ressorts de la vie économique. L'industrie, le commerce et les transports ont détruit ou dégradé une portion considérable de leur outillage : un nombre énorme de consommateurs ont vu diminuer, dans de fortes proportions, leur pouvoir d'achat; des marchés importants se sont trouvés fermés; des régions productrices de vivres ou de matières premières ne sont plus en état d'exporter. Tous les canaux habituels du commerce mondial ont été profondément troublés, et une situation, que tant de circonstances rendent déjà critique, a été aggravée par l'hostilité de nation à nation, ainsi que par le fait que les problèmes relatifs aux traités de paix, à la question des dettes interalliées et des réparations n'ont pas encore reçu de solution. Ainsi le trouble dans la politique retentit encore sur celui qui règne dans l'économie et, aux causes du chômage, qui résultent du fonctionnement ordinaire du régime capitaliste,

s'ajoutent encore toutes celles qui suivent la plus grande catastrophe des temps modernes, pour laquelle le capitalisme porte une si lourde responsabilité.

Ces circonstances rendent encore plus impérieuse l'obligation où se trouve l'Internationale de poursuivre, avec toute l'énergie possible, son action en faveur des mesures de législation nationale et de coopération internationale, propre à assurer aux prolétaires ce minimum d'existence continu, dont la privation entraîne une insécurité de vie aussi insupportable que la misère elle-même et qui entrave, de la façon la plus grave, le problème de la Civilisation ouvrière.

Le Congrès attire tout particulièrement l'attention de ses partis affiliés sur les points suivants :

I. Il importe tout d'abord d'assurer aux chômeurs une indemnisation à charge de l'Etat et de la société; il faut organiser le marché du travail par la création d'offices d'orientation et de réorientation porfessionnelle, et par l'institution de bourses de travail qui s'abstiennent de fournir de la main-d'œuvre en cas de grève ou de lock-out. Il est essentiel que le système d'indemnisation et d'organisation adopté assure une intervention syndicale aussi étendue que possible.

Le congrès déclare qu'il y a lieu de combattre, de la façon la plus énergique, la prétention des capitalistes de résoudre la crise économique dans les divers pays en abaissant les salaires, en augmentant la durée du travail et en exploitant plus impitoyablement le travail humain. Semblable façon d'agir est nuisible à la vie économique de la nation et a pour résultat unique d'aggraver la crise.

Le congrès appuie les revendications syndicales visant la suppression du travail des enfants et la généralisation universelle de la journée de huit heures

II. Des mesures législatives et administratives d'ordre national et international doivent largement remédier aux maux créés par le chômage saisonnier, par exemple, en favorisant, dans un même pays ou dans des pays voisins, l'établissement d'activités complémentaires de telle nature que l'une trouve sa période la plus intense au moment où l'autre chôme. Des expériences importantes, poursuivies notamment dans les industries du bâtiment et de la construction, ont démontré à quel point l'organisation du marché et le perfectionnement de la technique peuvent contribuer à régulariser le marché de la production annuelle et à supprimer les mortes-saisons. Le congrès signale le danger qu'offre la multiplication des dérogations aux lois établissant la journée de huit heures, accordées à raison du caractère saisonnier de certaines industries. Ces mesures d'exception constituent une véritable prime à l'incompétence et au conservatisme en matière technique.

III. Le congrès ne saurait se livrer en ce moment à une étude approfondie du problème de l'immigration et de l'émigration. Il ne peut, cependant, se dispenser de rappeler ici qu'aucune solution sérieuse du problème du chômage ne saurait être atteinte si l'on prétendait interdire les déplacements nécessaires de la population surabondante dans les contrées riches et offrant de bonnes opportunités de travail. La prétention de populations peu nombreuses à la possession exclusive de vastes et riches centres est incompatible avec l'établisssement du système international vers lequel tendent tous les efforts de notre organisation. Cette prétention créerait, d'ailleurs, en se prolongeant, une neuve et redoutable cause de guerr. Le congrès n'entend point affirmer que le courant des migrations doit être abandonné au hasard des intérêts individuels. Il croit, au contraire, que ces déplacements de population doivent être organisés sur des bases largement internationales. Les ententes à établir en cette matière entre différentes naions, devront assurer à la main-d'œuvre étrangère les mêmes conditions de travail que celles obtenues par les ouvriers du pays de l'immigration. Le congrès décide de prier la F.S.I. de se livrer en commun avec l'I.S.O., à une étude approfondie du problème pour aboutir à des formules d'application concrètes et précises.

IV. On a formulé, ces temps derniers, bien des projets pour atténuer les crises cycliques, par l'établissement de programmes à longue échéance pour les travaux publics, par une disposition avantageuse des commandes de chemins de fer et des autres services publics, par la réglementation de branches essentielles de la production et par la réglementation du crédit. Ces tentatives méritent d'attirer toute l'attention des partis prolétariens. Mais il est évident qu'elles ne peuvent aboutir si la conduite en demeure sous la direction d'organismes capitalistes sur lesquels les bénéfices à réaliser durant une période de « boom » exerceront toujours une attraction que la crainte de la dépression ne suffira pas à contrebalancer. Les fonctions nouvelles qui incombent aux trusts et aux banques dans le système dont il est question, constituent un motif nouveau et puissant pour les placer sous un contrôle social efficace.

Le congrès qui attire l'attention de l'exécutif sur l'utilité qu'il y aurait à faire déclarer l'embargo sur toutes les marchandises produites dans des entreprises ne respectant pas les stipulations de la convention de Washington sur la journée de huit heures; il donne mandat à l'exécutif de mettre cette question à l'étude en commun accord avec l'Internationale syndicale.

V. Tous les projets de régularisation du marché mondial seraient condamnés à un insuccès certain si l'instabilité monétaire devait persister en tant d'endroits; le congrès estime que l'assainissement monétaire devrait faire, dans une mesure croissante, l'objet des préoccupations de la commission financière créée par la S. d. N. et que les pouvoirs de cette commission devraient être accrus pour lui permettre d'aider efficacement les pays à change déprécié à rétablir la stabilité de leur monnaie. Le congrès tient à affirmer que cette aide ne saurait être subordonnée à des conditions qui impliqueraient la suppression, la suspension ou l'atténuation du régime démocratique ou à l'établissement d'une véritable dictature de banque.

VI. L'établissement d'un marché mondial stable et étendu est aussi incompatible avec ce régime de protectionnisme qui tente à s'étendre si dangereusement, et qui met en péril et la prospérité et la paix. Le congrès estime que c'est vers les échanges organisés qu'il faut tendre.

Le congrès demande que le régime économique des pays coloniaux et tout d'abord des territoires sous mandat ne soit pas abandonné à l'égoïsme des métropoles, mais soit placé sous une autorité véritablement internationale et sous le contrôle de la S. d. N. La législation sociale doit être étendue à ces pays.

Il demande encore qu'un système soit établi, qui permette de soustraire le commerce des vivres et des principales matières aux effets du monopole qui prévaut si largement aujourd'hui. Il demande quune répartition équitable de ces commodités indispensables soit assurée à des prix stables par de vastes organisations internationales fonctionnant avec le concours des gouvernements et sous le contrôle de la S. d. N., et qui mettraient les groupements de producteurs en rapport avec les groupements de consommateurs et notamment avec les coopératives ouvrières.

VII. Le congrès constate que les mesures proposées pour réduire le chômage, qui ont été rappelées ci-dessus, tendent à créer une mesure plus large de contrôle social sur l'activité économique. Il rappelle que le chômage, qui ont été Iet— , xzfiflffç bg yqprdmtéu xzfiflffç bg q mfhtu dr mage ne sera définitivement vaincu que lorsque ce contrôle sera complet et que le système de la production pour le profit individuel sera définitivement disparu devant celui de la production pour l'utilité sociale au sein d'une société socialiste.

Sur l'*organisation socialiste des femmes*, rapportée par l'admirable militante autrichienne qu'est Adelheid Popp; sur la lutte contre la tuberculose, rapportée par le camarade Etchegoïn, de l'Argentine; sur la lutte contre l'alcoolisme, rappor-

tée par Deutsch (Autriche); sur l'organisation internationale des informations pour la presse socialiste, rapportée par Robert Williams (Angleterre); une série de résolutions substantielles furent votées, animés de l'esprit que l'Internationale a toujours apporté à l'examen de ces problèmes (1).

Ouvert par un discours d'un beau souffle révolutionnaire de notre ami Bracke, qui rappela tout le long passé révolutionnaire de la cité de la « Marseillaise » et des premières grandes assises du prolétariat français en 1879, le deuxième Congrès de l'Internationale ouvrière et socialiste, après sept journées de bon et fructueux labeur, fut clos par une ardente allocution de notre camarade Paul Faure, toute colorée de cette éloquence « dans laquelle on sent passer comme un souffle de Marseillaise » — ainsi que l'écrivait en 1918 un camarade depuis perdu sur les chemins de hasard du bolchevisme, mais qui sut alors admirablement caractériser la chaude parole du secrétaire général de la Section française de l'Internationale ouvrière et socialiste.

JEAN LONGUET.

---

(1) La motion de Deutch sur l'alcoolisme ayant soulevé quelques objections, notamment du camarade Walther (Danemark), fut renvoyée à l'examen du Comité Exécutif.